

## L'opposant Gabriel Rufyiri de retour au Burundi

Africanews, 11/03/2022 Au Burundi, les opposants et les membres de la société civile sont souvent victimes de pression. Le pays a un nouveau président depuis près de deux ans, et pour certains, même s'il y a des améliorations, faire les choses sont moins pire qu'avant. Alors certains qui étaient en exil n'hésitent pas à rentrer. C'est le cas de Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME, une ONG qui lutte contre la corruption. Il est de retour chez lui depuis moins d'une semaine.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

« C'était vraiment la volonté que j'avais depuis longtemps malgré tous les risques que je peux courir. Mais ça n'est pas facile », explique-t-il. Conscient des risques qu'il encoure à dénoncer la corruption au Burundi, Gabriel Rufyiri estime que le pays se doit de le protéger. « L'Etat doit veiller sur ma sécurité. Vous savez il y a beaucoup des membres de l'Olucome qui ont été assassinés à cause de leur travail donc c'est l'Etat qui a le devoir à protéger tous les membres compris moi-même » Malgré ces risques, il est déterminé à poursuivre son travail. « Je suis prêt à continuer mon travail de défense des droits des citoyens plus particulièrement la recherche de la gouvernance. » Le pays fait face à une corruption endémique que même le chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye a dénoncé en expliquant que cela empêche le développement du pays. « La corruption est à un niveau inacceptable où tout le monde est appelé à combattre ce mal qui est l'ennemi de l'économie, ennemi du développement, ennemi de la démocratie. C'est tout le monde sauf les corrompus. » Après les Etats Unis, c'est au tour de l'Union européenne de mettre fin aux sanctions imposées en 2016 au Burundi pour saluer le processus politique engagé dans le pays. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Bujumbura samedi en signe de soutien au gouvernement après cette annonce. Mais une dizaine d'ONG burundaises ont condamné cette décision, elles soutiennent que rien n'a changé sur le plan des droits humains pour justifier cette décision.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});